

La sécurité est devenue une préoccupation majeure des Français et de leurs dirigeants. Au titre de la prévention des attentats, jamais un gouvernement n'aurait pu faire voter les lois actuelles sans ces attentats auxquels s'agrègent ceux organisés par les mêmes salafistes contre Charlie Hebdo, à Saint-Etienne du Rouvray et à Nice.

Au moins, je constate qu'il n'est plus honteux d'aimer le drapeau français, de chanter la Marseillaise avec toutes ses paroles et celle que j'ai entendue ce 11 novembre lors du match Suède-France était guerrière et déterminée au point que toute l'équipe de France pouvait l'entonner dans son ensemble, ce qui n'est pas toujours le cas. Tout est symbole.

Pourtant, la minute de silence n'aurait-elle dû être dédiée aussi aux 1,4 millions de Poilus de la Première guerre mondiale morts pour que la France vive et puisse encore remplir un stade pour un match de football (Cf. [Mon billet du 6 novembre 2016](#)) ? Un long chantier de réappropriation patriotique nous attend d'une manière évidente.

En effet, la société a-t-elle vraiment compris ce qui s'est passé en 2015 et comprend-elle vraiment le devoir de mémoire ? Pas vraiment, à entendre ces nombreuses initiatives dites citoyennes, certes louables, pour permettre le dialogue, développer la tolérance, aider les démunis, les SDF... Actions qui me semblent bien éloignées d'une quelconque mobilisation pour faire face à la violence terroriste et bien éloignées de tout esprit de combat. Une grande partie des Français est encore dans l'utopie des bons sentiments qui devraient tout arranger et non dans l'esprit de défense de notre société.

A nouveau, faire participer par exemple les Français aux cérémonies du 11 novembre est une gageure pour les élus qui ne peuvent pas ne pas y participer et ne pas les organiser. Est-il normal que la présence de l'administration, y compris territoriale, ne soit pas obligatoire au moins par une représentation ?

Toutes les administrations doivent être représentées aux cérémonies et pas uniquement les militaires, les policiers, les pompiers, les protection civile. Le patriotisme s'apprend, se voit et commence par la présence obligatoire de l'administration. Il crée le lien entre l'Etat et les citoyens, l'Etat et la Nation.

Ensuite, est-il normal que le maire quémende le volontariat des enseignants et des enfants pour participer à ces cérémonies patriotiques ? L'Education nationale doit être présente aux commémorations du 11 novembre et du 8 mai car cela fait partie de la formation morale et civique de celle qui représente l'Etat dans sa fonction éducative. Le patriotisme s'apprend aussi par l'exemple de ceux qui instruisent et sans doute éduquent bien que j'aie souvent entendu des enseignants me dire que cela n'était pas leur rôle.

On peut certes se poser la question de savoir à quoi sert le patriotisme aujourd'hui. Comment peut-on aussi le définir ? Il est certain qu'il est différent de celui du XXe siècle et du nationalisme qu'il représentait notamment par la mobilisation suscitée contre l'autre. Je ne crois que ce nationalisme doctrinaire et agressif soit encore d'actualité, sauf pour les représentants de la bien-pensance.

En revanche, un certain nombre de principes reste pertinent : une identité partagée par une culture commune où effectivement la différence de l'autre doit s'intégrer dans la communauté nationale et non l'inverse, une capacité à se lever pour défendre cet héritage historique et culturelle, un esprit de sacrifice comme le symbolisent ces nombreux jeunes souhaitant servir

la Patrie comme militaires, policiers, réservistes, la fierté simplement d'être français que ce soit de souche ou par adhésion.

En fait, notre société doit changer et créer cette démocratie du XXI^e siècle qui ne sera pas celle du XX^e siècle, démocratie des « vieilles » générations au pouvoir aujourd'hui. Le changement n'a pas eu lieu et il devra avoir lieu. Les menaces sur notre sécurité nous y conduiront mais pas uniquement.

Le peuple doit être entendu, non pas parce qu'il a forcément raison mais parce qu'il a élu des personnes pour le représenter en fonction d'engagements à tenir. Si la réalité empêche cette réalisation, le politique doit expliquer avec franchise, courage et honnêteté cette impossibilité.

L'élection de Donald Trump aux Etats-Unis est intéressante à ce titre. Moqué par les élites politico-médiatiques – deux cents journaux américains ont appelé à voter Trump contre six en sa faveur, outrancier à l'extrême dans ses paroles, accusé d'être « populiste », il a été élu et il faut respecter ce vote démocratique. La démocratie ne fonctionne pas que dans un seul sens.

Les commentaires de ceux qui se sont trompés dans leurs analyses est éloquent et presque risible : un électorat blanc (« petit blanc » surtout) rural lui a permis de gagner. De même, pour les femmes qui me semblent les plus nombreuses, n'ont pas fait cette différence attendue au profit d'Hillary Clinton. En fait, il s'avère que même une partie des minorités aient voté pour Trump. Je remarquerai qu'en France le procès de l'homme blanc de plus de cinquante ans qui gouvernerait la France est régulièrement évoqué par des personnalités politiques de gauche.

Ne parlons pas des sondages. Les entreprises de sondage en France revendiquent avec arrogance d'ailleurs une plus grande rigueur scientifique qui leur permettrait de donner des chiffres justes ... oubliant notamment le rejet de la constitution européenne en 2005, consultation déclarée « gagnante » par les sondeurs sauf erreur de ma part.

Quant au populisme dénoncé de Donald Trump, la réalité du pouvoir devrait fortement l'atténuer. Pour assurer une transition démocratique et apaisée, je remarque surtout l'organisation républicaine de la transmission du pouvoir entre Obama et Trump, bien loin de l'attitude en 2012 de François Hollande arrivant à l'Élysée envers Nicolas Sarkozy.

Enfin, constatons l'usage répété des termes « populiste » ou « populisme » par ceux qui ne reconnaissent pas le vote du peuple. Celui qui a gagné serait un démagogue et ceux qui l'auraient écouté, voté pour lui, seraient des personnes de peu d'intelligence, sans bon sens, peu diplômées, manipulées. Stigmatisation facile pour les élites politico-médiatiques qui savent mieux que les autres ce qui est bon pour le peuple.

Les exemples des Etats-Unis, du Royaume-Uni, des Etats européens de l'Est, de la France peut-être demain, montrent surtout que la démocratie doit être repensée. Pour la France, cela signifie sans aucun doute une souveraineté nationale plus forte, de l'autorité mais aussi de l'équité, loin de tout égalitarisme pernicieux, une plus grande efficacité des institutions de la Ve République, une meilleure écoute de la majorité silencieuse qui existe et qui commence à grogner sans pourtant se rebeller mais pour combien de temps ?